

narrative that a diverse range of readers will find both fascinating and useful, acting as a touchstone to return to with each new chapter.

While the theme of structural power is an overt focus of the volume, a subtler and arguably more interesting contribution is the diversity of methodological insights offered by the contributors. This focus on methodology goes beyond simple questions of the praxis of GPE to provide an accessible and important commentary on the methodology favoured by Strange: counterfactual analysis that places emphasis on key decision points. Her methodology brings the underlying structures that facilitate decision making, and the decision makers themselves, into relief. Emphasis is placed throughout the volume on the key choices of both state and non-state actors who exercise agency within the structure of the post-2008 global political economy. The contributors place these decisions in context and illustrate their importance to the production of structural power itself. This focus on methodology makes the volume useful for scholars beyond the field of GPE, an attribute fitting for a book evaluating the legacy of Susan Strange.

As Louis W. Pauly notes in his concluding chapter of the volume, “the authors took up a challenge that their shared mentor might have expressed as ‘Listen to what I say but, more importantly, watch what I do—and do it better’” (185). However, Pauly’s comment also points to what can be considered the greatest weakness of the volume: Strange’s methodology can be opaque and at times difficult to parse causally. Many of the individual contributors do not problematize this aspect of her method, choosing instead to adopt it largely without question. Benjamin J. Cohen’s chapter provides a much needed counterpoint in this regard, helping the volume better contextualize Strange’s methodology and its shortcomings within the larger GPE and social scientific canon.

Overall, the volume is an important and essential contribution that successfully demonstrates why students and scholars of GPE and the current state of the global political economy more broadly should continue to reference and leverage Strange’s body of work and methodology. It is also successful in illustrating why and how the field must move beyond Strange, by building upon the foundation that she laid while remaining cognizant of the areas where that groundwork must be shored up.

KOREY PASCH *Queen’s University*

La souveraineté populaire en Occident. Communautés politiques, contestation et idées

Geneviève Nootens,

Les Presses de l’Université Laval, Collection diversité et démocratie

2016, Québec, 198 pages

doi:10.1017/S0008423917001330

Dans *La souveraineté populaire en Occident*—la propre traduction de l’auteure de *Popular Sovereignty in the West* (Routledge, 2013) — Geneviève Nootens propose une analyse sociohistorique de la « souveraineté populaire ». Partant d’« une critique interne de la théorie démocratique libérale » (5), Nootens insiste sur la signification heuristique des contextes sociaux et politiques dans lesquels se sont inscrits, et s’inscrivent toujours, les luttes et les rapports de force qui opposent dirigeants et dirigés. Ce livre n’est donc pas un traité de philosophie politique ; on s’intéresse plutôt aux contextes à partir desquels émergent les idées et les débats sur le politique. Pour Nootens, les mouvements de contestation et de luttes « citoyennes » forment effectivement le creuset de la « souveraineté populaire » en Occident. Ambitieux, l’ouvrage explore la dynamique de tels mouvements de contestation de la Rome antique à l’aube du XXI^e siècle. Ainsi, ce livre contribue principalement à la littérature de trois manières.

La souveraineté populaire « concerne la nature de la relation de gouvernance et la question de l'autorité ultime » (47). La première contribution qu'offre ce livre consiste alors à systématiser la présentation des contextes et des acteurs significatifs à partir desquels l'idée de souveraineté populaire fut imposée, négociée, et contestée au fil des siècles. Des débats sur la notion romaine de *lex regia* pour indiquer que le pouvoir de l'Empereur provient du « peuple », ou encore des « Huguenots s'opposant à la monarchie française, aux conciliaristes défiant les pouvoirs de la papauté [en passant par les] fermiers français protestant contre la politique agricole commune de l'UE » (176), l'auteur trace un portrait éclairant des origines et des métamorphoses de l'expression politique et sociale de la souveraineté populaire en Occident. À cet égard, Nootens ne propose pas une thèse originale; en effet, elle s'appuie abondamment sur les interprétations offertes par Q. Skinner, J. Canning, de même que J.H. Franklin. Néanmoins, l'apport pédagogique de cette interprétation rigoureuse et critique de la littérature (chapitres 1 à 4) n'est pas négligeable et participe à combler une carence importante dans la littérature francophone.

La deuxième contribution de *La souveraineté populaire en Occident* consiste en l'approfondissement d'un cadre analytique proposé par C. Tilly, initialement employé pour expliquer le processus de démocratisation dans la Grande-Bretagne du XVIIIe et XIXe siècles. Ceci permet à Nootens d'identifier certaines dimensions clefs, entre autres, l'effet des luttes politiques sur la modification des relations entre dirigés et dirigeants, mais aussi « l'importance croissante du gouvernement national [face] à la nationalisation de la politique populaire » (123), afin de mettre en évidence « la manière dont la contestation politique qui a pour objet la politique publique contribue à donner forme à la souveraineté populaire [et nationale] » (177). Ainsi, Nootens montre l'importance de tenir compte des contextes et « arrière-plans » afin de faire sens des idées et des revendications populaires qui émergent à une époque donnée.

Enfin, la troisième contribution que propose Nootens dans ce livre consiste à « remett[re] en cause la présomption d'*indivisibilité* qui est fondamentale dans les doctrines modernes de la souveraineté populaire » (134). D'une part, l'auteure approfondit la littérature qui s'intéresse aux nations minoritaires (cf. A-G. Gagnon, M. Keating). Ce faisant, on présente les nations minoritaires comme étant des « pouvoirs constituants » ayant le « droit d'être considérées comme des partenaires égaux de l'association politique dont elles font partie » (134). Ainsi, Nootens observe « que les revendications des nations minoritaires [et des peuples autochtones] à l'autonomie remettent en fait en cause le concept du peuple comme agent politique collectif qui prend vie dans la fondation de l'État souverain » (136). D'autre part, si des revendications de « souveraineté populaire » s'expriment à l'intérieur des États souverains, Nootens analyse aussi le déplacement de certains lieux de gouvernances à l'extérieur des frontières traditionnelles de la souveraineté étatique. Venant alors approfondir la littérature sur la globalisation (cf. D. Held, S. Sassen), l'auteure montre qu'une forme de « capacité gouvernementale » se développe à l'échelle globale, suivant une dynamique multiscalaire. Cette « structure globale » prend néanmoins forme dans des régimes partiels de gouvernance, et repose sur des acteurs à la fois étatiques, privés, et intermédiaires (165). De cette redéfinition de la relation de gouvernance se dégage alors de nouveaux espaces globaux pour mener des luttes populaires, mais en même temps cela rend « plus difficile pour les individus d'évaluer l'influence [...] des lieux actuels de pouvoirs sur leurs perspectives d'existence, leurs intérêts et leurs ressources » (162).

En continuité avec les travaux antérieurs de l'auteure (surtout *Désenclaver la démocratie*, Québec Amérique, 2004), ce livre fournit d'importantes clefs d'analyse pour comprendre « comment les idées de souveraineté populaire interagissent avec la contestation politique et les représentations mouvantes de l'entité politique » (173). Il dégage aussi un cadre pour l'analyse prospective, en ce sens où « si l'argument

développé dans ce livre est solide » – il l'est –, alors interpréter « ce à quoi ressemblera la souveraineté populaire dans les prochaines décennies requiert de se concentrer sur les luttes actuelles entre gouvernants et gouvernés, ainsi que sur les transformations actuelles de la relation entre la sphère publique et la sphère privée » (4).

FÉLIX MATHIEU *Université du Québec à Montréal*

The Glorious Revolution and the Continuity of the Law

Richard S. Kay

Washington DC: The Catholic University of America Press, 2014, pp. 312.

doi:10.1017/S0008423917000956

Richard S. Kay's book, *The Glorious Revolution and the Continuity of the Law*, examines the immediate aftermath of William of Orange's arrival in England in November 1688. In this wide-ranging book, Kay investigates the legal issues that ultimately resolved the Glorious Revolution. The central thesis is that the Glorious Revolution rests on a paradox: the overthrow of James II in 1688 came about as a way to save the constitution (14). The Glorious Revolution, in other words, began not when William landed at Torbay but rather when the Convention Parliament met and lawyers worked out the revolutionary settlement. The revolution in Kay's view was inherently conservative: lawyers "crammed irregular decisions into regular forms; they described illegal actions with legal terminology. In short, they faked it" (17). This book is a survey of the working out of that paradox, "focusing on how its makers viewed the importance of adherence to law at the very moment they were breaching a governing system's most fundamental norms" (ix). In order to resolve that paradox, Kay relies mostly on printed primary sources: parliamentary debates, newspapers and parliamentary journals.

The Glorious Revolution and the Continuity of the Law offers a meticulous examination of the issues and debates that dominated the Convention parliament. Kay's book consists of five chapters, bookended by an introduction and an afterward. Chapters 1 and 2 investigate the political origins of the Glorious Revolution and how lawyers and parliamentarians dealt with the contradictions created by the overthrow of James II and the coronation of William III and Mary. Chapter 3 investigates the lawyers' struggle to create legal order following the inherent illegality of the Revolution and chapter 4 examines the new legal order created after the revolution. The book ends with a short afterward examining how the revolutionary settlement played out in the decades immediately following the Glorious Revolution.

The concept of revolution is thus central to the book. Michael Foley's work on constitutional revolutions plays a key part. Foley investigates the "abeyances" in constitutional governments when institutional practice is out of synch with the ideology that underpins it. Provided that there is no focusing event or crisis, lawyers and bureaucrats were happy to live with contradictions and inconsistencies in the governing system. In the context of the Glorious Revolution, as Key points out, divine right and absolutist monarchy operating within a common law tradition produced wildly incongruent assumptions about politics and law. Provided that lawyers and politicians did not have to confront the logical conclusions of those assumptions, the system worked just fine. However, James II's incipient absolutism provoked just such a crisis. The resulting revolution was important not so much in its immediate effects, according to Kay, but rather the long-term effects of putting England down the path towards constitutional government and political stability.

There is a whiggish teleology to all of this. Kay writes this book not so much as an historian but as a legal scholar who has spent a career studying applied jurisprudence.